



LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UN DEVOIR INTERNATIONAL ?

MICHEL CAMDESSUS*

Le point d'interrogation me laisse perplexe ! La réponse est tellement évidente ! Et elle est particulièrement évidente pour moi au terme de la longue mission que j'ai effectuée au sein du FMI.

En trois phrases, voici mes convictions sur le sujet :

- oui, la pauvreté mondiale étant la « menace systémique ultime », sa réduction doit être considérée comme un devoir international majeur ;
- la responsabilité en incombe principalement aux pays pauvres eux-mêmes ;
- mais lorsque ces pays font tout ce qu'ils peuvent de leur propre initiative pour s'en sortir, le soutien international devrait être beaucoup plus important et plus efficace qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Je suis convaincu qu'un effort majeur doit être fait pour convaincre l'opinion publique de l'importance de ce devoir international de solidarité.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ : UN DEVOIR INTERNATIONAL MAJEUR

La pauvreté mondiale étant « la menace systémique ultime », sa réduction doit être considérée comme une tâche d'importance internationale majeure.

Lorsque l'on considère toutes les dynamiques positives à l'œuvre dans le monde moderne, la lenteur avec laquelle la réduction de la pauvreté a progressé est révoltante. Quelques chiffres donneront un aperçu de l'étendue de la pauvreté humaine actuelle : à ce jour, plus de 1,2 milliard d'individus vivent avec moins d'un dollar par jour ; plus de 1,4 milliard n'ont pas accès à l'eau potable ; 900 millions sont illettrés ; 800 millions souffrent de la faim ou de malnutrition... L'élargissement fréquent du fossé entre les riches et les pauvres au sein de chaque nation, et le déséquilibre entre les nations les plus riches et les plus pauvres, sont moralement inacceptables, économiquement néfastes et socialement potentiellement explosifs¹.

« La pauvreté est la menace systémique ultime ». Ces mots sont d'Angel Gurría, ancien ministre des Finances du Mexique. Je lui ai souvent emprunté cette expression. Le pape Jean-Paul II a eu cette formule éloquente dans son encyclique *Sollicitudo rei Socialis* (17) : « Ou bien le développement devient commun à toutes les parties du monde, ou bien il subit un processus de régression même dans les régions marquées par un progrès constant ». On ne pourrait exprimer de meilleure manière la dimension systémique du problème. Même si le bilan des cinquante dernières années pré-

* Ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

sente des aspects positifs, la mondialisation rend chaque jour la persistance de la pauvreté plus difficile à accepter, notamment lorsque, comme c'est le cas dans certaines régions comme l'Afrique Subsaharienne, non seulement la pauvreté persiste, mais gagne du terrain.

Les pauvres aujourd'hui n'ignorent rien des opportunités offertes aux plus riches. La télévision et la publicité omniprésentes les étalent au contraire sous leurs yeux. De là, l'accumulation de frustrations, d'échecs tragiques, de tentatives d'atteindre le monde de l'abondance, le ton populiste des politiciens en campagne, la polarisation de l'économie mondialisée entre riches et pauvres. Comment ne pas en conclure que si les populations défavorisées sont laissées sans espoir, la pauvreté menacera le fondement même de nos sociétés à travers l'agitation sociale, les conflits et la violence. Ces problèmes et ces menaces deviennent chaque jour plus sérieux à mesure que l'horloge démographique continue à tourner et annonce 2 milliards d'individus de plus dans les 25 prochaines années, la plupart nés dans les pays en voie de développement.

Vouloir promouvoir la dignité humaine et la paix implique que l'on modifie radicalement la manière dont le problème est traité à travers le monde pour créer davantage d'opportunités pour les pauvres.

Aider les pays les plus pauvres à sortir de la pauvreté relève purement et simplement de l'intérêt bien compris des pays industrialisés. A l'ère de la mondialisation, il n'y a plus de place pour la vieille chimère d'une prospérité cachée derrière les murs d'une forteresse ; mais il y a un besoin urgent de contenir l'éventail inquiétant de risques qui, ignorant tout type de frontière, va de pair avec la pauvreté généralisée, les maladies contagieuses, la dégradation de l'environnement et toutes sortes de fanatismes. La crainte est le début de la sagesse et les sociétés d'abondance pourraient utiliser leur prospérité

pour encourager le développement et le rendre plus durable au sein des pays en voie de développement.

S'il existe une lueur d'espoir aujourd'hui, alors que le multilatéralisme est remis en question et que le consumérisme et l'individualisme semblent s'imposer, c'est que la communauté internationale semble de plus en plus consciente de ses responsabilités face à cette situation. L'inquiétude grandissante, et parfois violemment exprimée, d'une part importante de l'opinion publique devant de tels contrastes en matière de conditions de vie dans le monde, illustre cet état de fait. Les gouvernements y ont réagi, notamment dans le cadre de la série de conférences internationales et le sommet du millénaire. La Déclaration du millénaire des Nations unies, adoptée en septembre 2000 à New York lors de ce sommet, engage collectivement les gouvernements signataires à œuvrer pour émanciper le monde de la pauvreté extrême et approuve à nouveau les objectifs de développement international pour 2015, précédemment adoptés :

- diminuer de moitié la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême, celles souffrant de la faim et celles n'ayant pas accès à l'eau potable ;
- mettre en place une éducation primaire universelle et obtenir l'égalité des sexes dans l'éducation ;
- réduire de trois quarts la mortalité maternelle et de deux tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans ;
- stopper et mettre fin à l'épidémie du VIH/sida ;
- apporter une aide spéciale aux orphelins nés de parents victimes du sida ;
- améliorer la vie de 100 millions de personnes vivant dans des bidonvilles.

Les économistes perçoivent ces déclarations avec une prudence et un degré de scepticisme bien justifiés. La prudence s'impose certainement, et j'ai fait personnellement l'expérience du faible niveau d'engagement des chefs d'Etat quelques semaines



avant le sommet de Koln, en juin 1999. La quasi-totalité des signataires avait oublié leurs promesses ! Mais prenons-les pour ce qu'elles sont : des instruments utiles pour amorcer une action, malgré « l'insoutenable légèreté des nations » face aux problèmes internationaux... Un des intérêts de ces promesses est d'engager tous les pays, du Nord au Sud et du Sud au Nord. Ces promesses sont l'aveu de l'impossibilité de faire face à un véritable problème systémique si tous les pays ne sont pas fortement impliqués. Ainsi, ces engagements collectifs pourraient préparer le terrain pour un nouveau partenariat entre les pays riches et les pays pauvres. Le principe de base d'un tel partenariat implique néanmoins de reconnaître que, si tous les pays doivent s'y engager, la responsabilité principale incombe aux pays pauvres eux-mêmes.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ : UN ENJEU MONDIAL

La réduction de la pauvreté est un enjeu mondial et ne peut être traitée avec des chances de réussite que si les pays pauvres en assument la responsabilité principale et démontrent leur engagement total pour lutter contre ce problème.

Cette condition est désormais mieux acceptée, grâce à la reconnaissance croissante de quatre facteurs majeurs :

- l'importance de l'appropriation des politiques ;
- l'origine nationale de la grande majorité de l'épargne pour financer les investissements de base permettant le décollage des pays performants ;
- le financement externe privé indispensable pour compléter des ressources nationales limitées ;
- et enfin, la nature des politiques et les éléments de bonne gouvernance indispensables pour combattre la pauvreté et attirer les investissements étrangers.

Dans le cadre de ces directives, les trois éléments principaux d'une stratégie de réduction de la pauvreté peuvent se soutenir mutuellement : bonne gouvernance, mobilisation des ressources nationales et attraction de flux de capitaux étrangers.

Les pays pauvres eux-mêmes sont en première ligne. Un grand nombre d'entre eux ont déjà montré ce dont ils sont capables lorsque l'objectif ultime est le développement humain. A partir de leur expérience, nous pouvons ébaucher une stratégie basée sur cinq éléments.

Tout d'abord, les stratégies menées par les pays qui fondent leur politique économique sur la réduction de la pauvreté et insistent sur la croissance rapide entraînée par le secteur privé.

Deuxièmement, des politiques monétaires et macroéconomiques saines qui entraîneront des taux d'épargne élevés et des investissements efficaces, tant dans le capital humain que les infrastructures. La lutte contre l'inflation est un élément central dans la stabilisation de l'économie et dans l'établissement de bases pour une croissance durable ; cette lutte est primordiale si l'on veut sortir les gens de la pauvreté, puisque l'inflation est la forme la plus cynique et la plus régressive de taxation, et qu'elle est intégralement supportée par les populations défavorisées.

Troisièmement, la promotion de l'économie de marché et une orientation des politiques économiques vers l'extérieur, parfois appelées réformes de première génération : la libéralisation du commerce et des échanges, l'amélioration des mesures d'incitation par la réduction du contrôle des prix et des subventions, la réforme des entreprises publiques, le renforcement des systèmes financiers, sont autant d'éléments-clés. Ceci est particulièrement important dans les pays à revenu moyen pour les aider à mobiliser l'épargne, pour sécuriser leurs investissements productifs et offrir des possibilités de crédit et d'épargne à tous, y compris au secteur informel, aux pauvres et

aux femmes. Dans ces pays, la mise en place d'un régime approprié de retraite est également essentielle.

Quatrièmement, le réseau de lois, réglementations et codes qui gèrent le fonctionnement des marchés soutenus. Cela se résume à deux concepts-clés : la transparence et la bonne gouvernance. Ce ne sont pas des concepts abstraits pouvant attendre une période plus propice ; ils sont indispensables non seulement à une économie de marché performante, mais ils sont encore plus indispensables pour que les gouvernements des pays soient efficaces et gagnent l'approbation et le soutien de leur peuple.

Cinquièmement, une forte composante sociale : des filets de sécurité bien ciblés et d'un bon rapport coût/efficacité dans le domaine social, une évolution des dépenses publiques vers des services sociaux de base dans les domaines de l'éducation et de la santé, et des efforts permanents pour apporter aux plus démunis des opportunités d'accroître leurs revenus.

Si le contenu d'un programme de réduction de la pauvreté est important, le degré de soutien national, qui lui sera accordé, l'est encore plus. Inutile de le dire, un programme fonctionnera uniquement si le pays le veut, c'est-à-dire non seulement le gouvernement, mais aussi le peuple et les entreprises qui composent la société. En résumé, la réussite réside dans « l'appropriation » nationale des politiques, par le biais d'une approche participative engageant la société civile dans un dialogue constructif. Dans la ligne directe des institutions de Bretton Woods, il est absolument essentiel de s'assurer que le pays soit à la tête du processus.

Ceci implique que chaque pays ait sa manière particulière d'intégrer ces cinq éléments à sa batterie de politiques, en fonction de sa culture, de son histoire récente et de sa propre situation. Ceci est finalement normal et ne contredit pas la conviction profonde que ces cinq éléments constituent le moyen le plus court non seulement d'évoluer vers un développe-

ment économique et humain rapide, mais également d'attirer les flux nécessaires d'investissements directs étrangers et d'investissements de portefeuilles.

Cela dit, nous devons tenir compte de la situation réelle de ces pays et de leur extrême pauvreté. Les pays qui sortent de conflits dévastateurs, et même de nombreux pays à revenu moyen, ne peuvent pas aller très loin seuls pour mettre en œuvre le programme modestement ambitieux, mais nécessaire, défini par la Déclaration du millénaire. Leur volonté et leur engagement politique doivent être accompagnés d'un soutien international.

LA DIMENSION UNIVERSELLE DE LA TÂCHE

Le problème est mondial et son ampleur est telle qu'il nécessite l'implication active des pays industrialisés ; cela nous amène à la dimension universelle de la tâche. L'une des tendances les plus décevantes de ces vingt dernières années est que souvent la réaction internationale n'a pas été à la hauteur de la qualité et de l'intensité des efforts des pays pauvres. Comment pouvons-nous faire mieux aujourd'hui ? Très certainement en facilitant l'accès à nos marchés et par l'apport de financements privés et publics, mais également par le biais d'une implication plus décisive dans le maintien de la paix.

Comme le dit souvent le professeur Andrea Riccardi, fondateur bien connu de la Communauté San Egidio, « La guerre est la mère de toutes les pauvretés ». La paix est une condition indissociable du développement économique durable. Le développement est l'autre nom de la paix, dit-on. Nous oublions trop souvent que le contraire est également vrai : la paix est l'autre nom du développement. Si l'on prend l'exemple tragique de l'Afrique, au moins un tiers des pays est directement ou



indirectement impliqué dans des conflits militaires, civils ou tribaux. Comment, dans ce cas précis, peut-on entretenir l'illusion d'une possible amélioration des conditions de vie si, dans l'idéal, il n'est pas mis fin à ces conflits ou si, au moins, un effort conséquent (bien supérieur à ce que nous voyons aujourd'hui) n'est pas fait dans le but de réduire les tensions et d'empêcher qu'elles s'attisent et dégènerent en guerre ? Bien sûr, toute suggestion de ce type risque de se heurter au scepticisme, voire au cynisme. Néanmoins, alors que la vie de tant d'adultes et d'enfants est en jeu, sans parler des chances d'améliorer leurs conditions d'existence, je fais sans hésitation les suggestions suivantes visant à limiter le commerce des armes et les dépenses militaires :

- restreindre la vente de matériel militaire aux régions sensibles ;
- supprimer l'octroi de crédits à l'exportation à des fins militaires ;
- conformément aux recommandations du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, adopter des limites nationales maximales pour les dépenses militaires qui ne doivent pas dépasser 1,5 % du PIB en Afrique, et pourraient même être inférieures ;
- coopérer pour interdire l'introduction en fraude de matières premières et de ressources naturelles dans le but de financer des conflits armés ;
- élargir le registre ONU des exportations militaires à de nombreux pays supplémentaires ainsi qu'aux armes légères et aux munitions.

Ces propositions ne sont pas nouvelles, mais il est grand temps de les mettre en œuvre. Pour reprendre le langage de la Bible, songeons au nombre incalculable de socs de charrues qui pourraient être forgés avec tant d'épées !

Puisque nous sommes confrontés au problème apparemment insurmontable du financement d'un apport suffisant de biens publics mondiaux, pourquoi ne pas accorder un crédit plus sérieux à l'idée de taxa-

tion de l'exportation des armes ? Cela peut sembler une utopie, mais à un degré moindre, à mon sens, que la dénommée taxe Tobin. Une imposition sur l'exportation des armes serait beaucoup plus conforme au principe de Pigou qui préconise de taxer les activités aux externalités négatives. Cependant, si de meilleurs projets pour la paix peuvent émerger de diverses initiatives, comme celles que je viens d'énumérer, si nous pouvons nous débarrasser de ce cercle vicieux conduisant de la guerre à la pauvreté et de la pauvreté à la guerre, alors de sérieuses possibilités de développement pourraient apparaître. Mais, beaucoup d'autres conditions devront également être mises en place pour que le processus devienne efficace.

Un accès plus facile à nos marchés est en effet primordial. Nous devons commencer par accorder la priorité à un accès illimité au marché de toutes les exportations provenant des pays les plus pauvres, y compris les pays pauvres très endettés (PPTÉ), pour qu'ils puissent tirer profit de leur intégration dans le système commercial mondial. Cette ouverture doit être élargie aux autres pays pauvres en voie de développement, dans le cadre du « Cycle commercial du millénaire ».

Il faut travailler sans relâche à encourager les flux de capitaux privés vers les pays à revenu moyen et les pays en voie de développement à faible revenu. C'est vrai notamment pour les investissements étrangers directs qui ont le double avantage d'être de nouveaux financements et des transferts de technologies.

Le soutien financier : quels que soient nos efforts pour limiter strictement le financement public international, nous devons reconnaître quatre tâches internationales qui nécessitent une contribution adaptée.

Premièrement, le financement public international joue un rôle essentiel pour amorcer le développement des pays économiquement faibles. La plupart de ces

pays ne peuvent attirer un financement important du secteur privé même si les bailleurs de fonds sont coopératifs. Ce rôle revient traditionnellement à l'aide publique au développement (APD) et aux prêts accordés par les banques de développement multilatéral. Dans les prochaines années, l'APD devra mettre l'accent sur l'aide aux pays ayant les plus faibles revenus, pour qu'ils atteignent les objectifs de développement international.

Deuxièmement, ce financement est nécessaire pour faire face aux crises humanitaires.

Troisièmement, il doit contribuer à l'accélération de la reprise suite à une crise financière. Le FMI est l'institution internationale de premier plan dans ce domaine. Les banques de développement multilatéral peuvent également jouer un rôle important dans le financement de filets de sécurité sociaux et la protection de l'accès aux services sociaux de base en cas de crise.

Quatrièmement, il peut jouer un rôle en fournissant des biens publics mondiaux, c'est-à-dire des biens et services dont les avantages reviennent à l'humanité en général, plutôt qu'à un pays particulier quel qu'il soit. Dans le cadre des discussions des Nations unies, la liste de ces biens publics mondiaux comprend généralement le maintien de la paix, la prévention des maladies contagieuses, la recherche dans les domaines des maladies tropicales, des vaccins et des productions agricoles, la prévention des émissions de chlorofluorocarbone, la réduction des émissions de carbone et la préservation de la biodiversité. D'autres éléments pourraient s'y inclure.

Je me limiterai au tout premier élément cité, puisque le problème traité va bien au-delà du simple apport d'un financement faisant cruellement défaut. Il s'agit d'un problème profondément lié à la structure de base d'une communauté mondiale unifiée, à la confiance mutuelle entre ses membres. Dans cette optique, donner sa parole

prend tout son sens, et nous devons y veiller. Ces dix dernières années, nous avons été témoins de deux phénomènes assez paradoxaux. D'un côté, alors que les pays industrialisés ont joyeusement récolté les fruits de la paix avec la fin de la « guerre froide », ils ont progressivement réduit leur aide publique au développement, qui est tombée petit à petit en deçà de l'objectif de 0,7 % du PNB. Or, tous les pays, à l'exception des Etats-Unis, s'étaient engagés à respecter cet objectif pour l'année 2000. Dans le même temps, ces pays, d'une conférence mondiale à l'autre, ont promis d'œuvrer en faveur d'objectifs de développement humain mesurables et réalisables. Hélas, comme je l'ai souvent remarqué, la plupart des grands dirigeants internationaux ont perdu de vue ces engagements. Mais nous venons de les ratifier de manière officielle. Ils ont également donné leur accord pour étudier chaque année, au cours de la réunion du G7-G8, un rapport détaillé, réalisé par les principales institutions concernées, évaluant leurs progrès vis-à-vis de ces objectifs. S'il y a des retards, ils se pencheront sur les mesures à prendre pour définir un nouveau moyen de les atteindre. Ce n'est qu'un maigre progrès.

Ainsi, avant de quitter le FMI, j'ai demandé aux chefs d'Etat du G7-G8 de faire de la première décennie du nouveau siècle, la décennie du respect des engagements passés. Il est clair que notre solidarité est la composante essentielle, mais l'élément dont nous avons besoin est également fondamental dans les relations humaines : tenir ses promesses. Si nous permettons au cynisme de prévaloir dans ce domaine, nous pouvons aussi bien abandonner le rêve de progresser vers une société mondiale plus fraternelle. C'est une question d'urgence extrême. Je vois déjà arriver le moment où l'on nous dira que, vu le temps perdu depuis que ces promesses ont été faites, les objectifs ne peuvent plus être atteints. Nous n'en sommes pas encore là, mais la situa-



tion est critique. Nous avons besoin d'un sursaut de responsabilité et de solidarité, c'est d'une importance cruciale. La contribution de l'APD des pays industrialisés est désormais inférieure à 0,23 % de leur PNB, face à l'objectif de 0,7 %.

Deux autres initiatives pourraient faire la différence.

Tout d'abord, accorder un soutien sans équivoque aux institutions multilatérales, à la Banque mondiale et au FMI notamment, en menant à bien les deux initiatives majeures qu'elles ont lancées il y a deux ans. Le fait d'avoir atteint le délai de décembre 2000 ne devrait en aucun cas atténuer l'urgence du plan de réduction de la dette pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ). Nous devons continuer de faire pression pour l'adoption rapide de toutes les mesures nécessaires pour que les pays intéressés puissent bénéficier pleinement de la réduction de leur dette. Les mesures que les pays industrialisés doivent prendre pour ouvrir complètement leurs marchés aux produits exportés par les PPTÉ doivent évidemment bénéficier de la plus haute priorité. Il en est de même concernant l'apport d'un soutien financier destiné à cette initiative, soutien qui ne doit en aucune façon remplacer l'apport de nouveaux flux financiers. Telle est la nouvelle stratégie commune élaborée par le FMI et la Banque mondiale ; son objectif est de faire de la réduction de la pauvreté l'élément central de leurs stratégies communes dans les 75 pays les plus pauvres. Supposons un instant que les bénéficiaires comme les pays industrialisés prennent nos sept engagements au sérieux. Cela pourrait entraîner une sorte de cercle vertueux susceptible de générer une croissance supplémentaire si cet effort est développé dans le contexte de programmes s'attachant à une croissance de haute qualité, impliquant des réformes vigoureuses, y compris celles d'institutions publiques et de méthodes gouvernementales. On peut facilement imaginer les nombreuses synergies qui

pourraient se développer dans un tel système : synergies entre les dépenses sociales et la croissance, entre l'éducation et la démocratie participative, entre l'éducation des filles et la capacité des femmes à contrôler leur propre vie... De telles synergies augmenteraient les chances d'atteindre le niveau le plus élevé de croissance nationale, qui serait nécessaire pour réduire la pauvreté conformément à nos engagements.

Ensuite, donner une forte impulsion à notre assistance technique pour le renforcement des capacités politiques, administratives et judiciaires. Leur besoin d'assistance technique est extrêmement important car la plupart d'entre eux manquent d'institutions capables de mettre en œuvre les éléments-clés des programmes de réduction de la pauvreté. Ils manquent notamment d'une administration compétente et non corrompue et d'un soutien pour créer un secteur privé local dynamique. L'assistance technique, fournie actuellement, ne répond pas aux besoins. La communauté internationale doit l'analyser en profondeur et s'assurer que les instruments, les procédures et le financement appropriés, sont en place pour aider les pays en voie de développement à jouer leur propre rôle dans le développement international.

Une dernière série de remarques : la fourniture appropriée du financement et de l'assistance technique n'est certainement pas l'achèvement de la tâche internationale de réduction de la pauvreté dans le monde. Beaucoup d'efforts supplémentaires sont nécessaires si nous voulons optimiser les chances de réussite. Quatre autres tâches peuvent être mentionnées.

La première est liée à la responsabilité particulière des pays industrialisés dans la réforme de leurs propres politiques, responsabilité dont dépend largement la croissance mondiale.

La responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale pour mener à

son terme son travail sur l'architecture financière doit également être citée ; beaucoup reste à faire pour empêcher de nouvelles crises financières, dont les pauvres sont toujours les premières victimes.

Citons également l'urgence de faire face aux conséquences de la mondialisation pour la gouvernance économique mondiale. Il s'agit d'adapter la gouvernance des institutions existantes en comblant les lacunes du système d'institutions créé au lendemain de la Deuxième guerre mondiale.

Nous devons nous assurer enfin, et c'est évidemment un problème d'ordre financier, que les financements nécessaires sont mis en place pour répondre à la production, dans le monde entier, de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les biens publics mondiaux. Ces liens sont indispensables au développement mondial durable. Il s'agit, pour citer le rapport de la Commission Zedillo au secrétaire général des Nations unies : « de ces biens et services dont l'humanité dans son ensemble va profiter plutôt que les résidents de tel ou tel pays en particulier ». Il s'agit par exemple des opérations de maintien de la paix, de la prévention des maladies contagieuses, de la recherche sur la médecine, les vaccins ou les productions agricoles tropicales, la prévention des émissions de CO₂ ou de CFC et de la préservation de la biodiversité. Chaque pays peut être tenté

d'en laisser la charge à son voisin mais cette attitude serait globalement suicidaire à terme. Il faut donc confier aux institutions mondiales les moyens essentiels pour en assurer la mise en place au niveau nécessaire.

Même si le calcul est imprécis, une estimation minimale nous montre que les contributions supplémentaires, que ce devoir international justifierait, sont au total de l'ordre de 100 milliards de dollars. Elles pourraient être apportées par les ressources supplémentaires de l'aide publique au développement, si notre promesse d'affecter 0,7 % du PNB était respectée. S'efforcer de les rassembler ne répondrait pas seulement à une exigence élémentaire de solidarité envers un monde beaucoup plus pauvre que le nôtre ; ce serait apporter notre contribution au renforcement de la structure d'un monde désormais unifié ; une structure dont la solidité dépend de l'éradication de la guerre, du respect des promesses et du soutien effectif de tous ceux qui cherchent à s'arracher d'eux-mêmes à la misère. Ce n'est qu'à ces conditions que l'on pourra faire de la « solidarité mondialisée » plus qu'un slogan, la base même d'un partenariat de peuples tous ensemble responsables d'un développement mondial durable.

NOTE

1. Jim Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a exprimé cela en des termes pour le moins explicites dans son discours de Prague en 2000 : « Nous vivons dans un monde marqué par les inégalités. Lorsque les 20 % plus riches de la population du globe se partagent plus de 80 % du revenu mondial, c'est que quelque chose ne va pas. Lorsque 10 % d'une population se partagent la moitié du revenu national, comme c'est le cas dans beaucoup trop de pays aujourd'hui, c'est que quelque chose ne va pas. Lorsque le revenu moyen pour les pays les plus riches est 37 fois supérieur au revenu moyen des 20 pays les plus pauvres, un chiffre qui a plus que doublé au cours des quarante dernières années, c'est que quelque chose ne va pas ».